

ANALYSE 2009

**Pour une agriculture
paysanne et familiale
durable, dans les pays du
Nord comme du Sud**



Asbl soutenue par le Service Éducation Permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

Pour une agriculture paysanne et familiale durable, dans les pays du Nord comme au Sud

Dans le cadre du Salon Valériane organisé par Nature et Progrès, les associations Justice et Paix¹ et Entraide et Fraternité² ont réuni des représentants d'organisations du Sud de différents continents (Asie, Amérique latine et Afrique), des représentants d'organisations paysannes et d'agriculteurs belges et européens, d'associations environnementales et de consommateurs et des chercheurs.

À l'agenda du 6 septembre, une table ronde politique ayant pour thème « Dégradation de l'environnement : enjeux pour l'agriculture paysanne et familiale » au cours de laquelle nous avons interpellé des responsables politiques belges et européens sur les enjeux de l'agriculture paysanne et familiale au Sud et au Nord dans un contexte international de dégradation de l'environnement.

Au préalable était organisé un séminaire de trois jours qui a permis aux différents participants de connaître les réalités vécues dans d'autres pays et qui a débouché sur un constat commun : les changements climatiques et l'exploitation intensive des ressources naturelles ont un impact négatif sur l'agriculture et l'alimentation, et cela nous concerne tous, habitants des pays du Sud (pays en voie de développement) comme de nos pays occidentaux.

Pérou : l'extraction minière au détriment de l'agriculture paysanne

Au Pérou, pays andin du Sud de l'Amérique latine, coexistent plus de 6000 communautés paysannes. Les 4 millions de personnes qui forment ces communautés vivent principalement dans la région montagneuse, riche de par sa biodiversité. Le travail de la terre permet ainsi de produire les aliments nécessaires à l'alimentation de la population locale.

Économiquement donc, mais aussi culturellement, la terre est indissociable de la vie des communautés paysannes. La terre fait partie de leur identité puisque celle-ci se construit en référence à la propriété d'un territoire commun.

Pour Paolo Vilca de l'association péruvienne « Service Éducatif Rural » (SER), ces 30 dernières années, les divers gouvernements péruviens ont favorisé l'investissement étranger et ce au détriment de la protection du droit de propriété foncier des communautés paysannes. Un article écrit par l'actuel Président du Pérou, Alan García, est révélateur de l'exclusion territoriale des plus petits producteurs : « Il y a des millions d'hectares (...) qui restent oisifs (...) que les communautés n'ont pas cultivés et ne cultiveront pas en plus de centaines de minerais qui ne peuvent être exploités ». À cela, le Président péruvien donne l'explication suivante : « parce que le propriétaire n'a ni formation, ni ressources économiques (...). Le Président conclut en disant : « Si ces terres étaient vendues en de grandes parcelles, elles attireraient la technologie et bénéficieraient ainsi aux communautés.

Le Président Péruvien actuel fait donc le choix d'exclure les petits paysans. En effet, au lieu d'une politique inclusive de formation aux paysans, l'État péruvien a donné la priorité à l'extraction minière par des entreprises étrangères.

1 www.justicepaix.be

2 www.entraide.be

Au Pérou, le développement de l'industrie extractive a entraîné deux grands problèmes pour la souveraineté alimentaire des paysans et de leur famille : la diminution des terres arables disponibles et la pollution des sols et des eaux, indispensables à l'agriculture.

En effet, l'extraction minière nécessite de grandes zones territoriales pour développer les infrastructures autour des gisements miniers. Ceci entraîne l'appropriation de terres travaillées par des paysans qui se voient obligés de quitter leur maison et leurs occupations traditionnelles et de chercher un autre lieu d'habitation et un nouvel emploi. Si, parfois, leur lopin de terre est acheté, à bas prix, par l'entreprise, cette solution n'est qu'éphémère puisqu'une fois la somme écoulee, des familles se retrouvent sans source de revenu, ne disposant plus de leur champ pour cultiver.

Par ailleurs, l'exploitation minière est une activité très destructrice. L'exploitation minière surexploite les ressources naturelles, provoquant ainsi l'érosion des sols, la réduction de la biodiversité, la destruction d'écosystèmes spécifiques, la déforestation ou encore la désertification. Cette dégradation environnementale appauvrit la richesse des sols cultivables, ce qui réduit la quantité et la qualité de la production agricole.

Là où se trouvent les mines, les paysans se voient donc non seulement privés de terres cultivables et d'eau potable mais en plus, ces deux ressources, indispensables à l'agriculture, sont largement contaminées par des produits chimiques. C'est donc la souveraineté alimentaire des populations locales qui est mise à mal.

L'impact du réchauffement climatique aux Philippines

Jusqu'au début des années 90, les Philippines, pays au sud-est du continent asiatique constitué d'un archipel de plus de 7000 îles, était un pays où prédominait l'agriculture avec 70% des terres destinées à l'usage agricole. L'énorme production locale de riz permettait de répondre aux besoins des populations locales ainsi que d'en être le premier exportateur du continent asiatique.

Aujourd'hui, la production agricole ne permet plus de nourrir une population locale croissante (le pays est passé de 76,5 millions d'habitants en 2000 à 90,4 en 2008) et les Philippines doivent importer du riz. Le problème de sécurité alimentaire qu'affronte aujourd'hui le pays est dû particulièrement à deux raisons : tout d'abord, la législation de 1991 permettant de convertir des terres agricoles vers d'autres usages, a entraîné une diminution des cultures. Ensuite, depuis les années 70, des périodes de sécheresse plus intenses et plus longues ont été constatées et ces 50 dernières années, on a observé des changements extrêmes dans les températures. Le changement climatique a déjà fait sentir ses effets et de nombreux scientifiques ont prévenu que cette hausse des températures peut mener à des typhons et des inondations ainsi que, de manière paradoxale, de plus longues périodes de sécheresse.

Nous faisons référence ici aux rapports du GIEC, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat établi en 1988 par les Nations Unies qui a obtenu le prix Nobel de la paix en 2007. Selon lui, les fluctuations à long terme des événements météorologiques pourraient avoir des impacts extrêmes sur les productions agricoles en réduisant radicalement les rendements et en contraignant les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques.

C'est ce qui se passe déjà aux Philippines où la société civile locale a déjà mis en place un processus d'adaptation aux changements climatiques. « Nous devons nous adapter » nous dit Sœur Rosanne Mallillin, responsable asiatique du programme « agriculture durable » du Secrétariat national pour l'action sociale, la justice et la paix (NASSA). C'est en ce sens que son association a développé des stratégies visant entre autres à former les agriculteurs à de nouvelles et plus efficaces méthodes

agricoles ainsi qu'à faire pression pour empêcher la poursuite de la reconversion des terres agricoles.

L'adaptation aux changements climatiques est nécessaire pour s'attaquer aux impacts résultant de ce qui est déjà inévitable en raison des émissions passées. Mais, face aux impacts projetés, l'adaptation seule ne suffit pas. Rendre le développement soutenable permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre. En effet, selon le GIEC, la majeure partie du réchauffement constaté depuis la moitié du 20ème siècle est très probablement due à l'augmentation observée des concentrations en gaz à effet de serre d'origine humaine.

Des représentants des pays du Sud au Salon Valériane

Présents au Salon Valériane organisé par Nature et Progrès les 4, 5 et 6 septembre 2009, nos partenaires des pays du Sud ont eu l'occasion de rencontrer non seulement les visiteurs du Salon, à l'occasion par exemple de diverses conférences organisées, mais aussi des producteurs belges ou européens dont certains signataires de la Charte de Nature et Progrès. Au-delà des préconisations techniques des cahiers des charges, cette charte commune entre professionnels et consommateurs vise des objectifs écologiques et sociaux. Et c'est peut-être ces préoccupations éthiques et écologiques communes qui ont permis de telles rencontres. Car, au-delà des échanges sur des techniques agricoles, c'était l'occasion à la fois de découvrir que même si les réalités ne sont pas les mêmes partout (notre partenaire péruvien s'étonnant qu'en Belgique les agriculteurs sont propriétaires de leurs terres), ici et là-bas, l'agriculture locale n'est pas (ou n'est plus) compétitive face à un agrobusiness produisant d'énormes quantités de produits non-biologiques, impulsé et appuyé par un modèle néo-libéral excessif.

Cependant, les diverses crises (crises économique et financière, crise alimentaire) ont permis d'éveiller une conscience et un intérêt citoyens. Une envie de manger et de produire autrement. Plus sain, plus bio, plus équitable aussi en respectant les producteurs.

C'est forts de cette prise de conscience citoyenne que, à l'occasion d'une table ronde politique organisée le 6 septembre 2009 au Salon Valériane, nous nous sommes adressés à des responsables politiques belges³, aux diverses compétences régionales, fédérales et européennes et avons partagé avec eux, nos pistes de réflexions et recommandations pour que l'agriculture paysanne et familiale durable soit protégée et reconnue comme un secteur de production agricole, capable de répondre aux enjeux sociaux et environnementaux contemporains.

Notre interpellation politique⁴ est partie du double constat que, d'une part, comme nous avons pu le dire ci-dessus, l'exploitation intensive des ressources naturelles et les changements climatiques influencent négativement l'agriculture et l'alimentation. D'autre part, que la crise alimentaire mondiale montre l'inadéquation du modèle économique libéral pour garantir à tous l'accès à une alimentation saine et suffisante, ce que l'on appelle la sécurité alimentaire. Que dire alors quand on se fixe un objectif plus large, plus global, intrinsèquement lié aux politiques de développement durable, tel que la souveraineté alimentaire ?

En effet, la souveraineté alimentaire se conçoit comme « le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que le droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles ».

³ Madame Sabine Laruelle, Ministre fédérale de l'agriculture; Madame Isabelle Durant Vice-Présidente du Parlement Européen; Monsieur Marc Tarabella, député au Parlement européen et Monsieur Dominique Weerts, Secrétaire national du CDH à la mondialisation et au développement.

⁴ Retrouvez le document de plaidoyer « Dégradation de l'environnement : enjeux pour l'agriculture paysanne et familiale » sur le site internet www.justicepaix.be

Le modèle que nos ONG préconisent est celui de l'agriculture paysanne et familiale comme alternative à l'agriculture industrielle et intensive. En effet, la FAO⁵ a montré que l'agriculture paysanne et familiale peut contribuer à la sécurité alimentaire, au développement rural et au maintien d'un environnement durable.

En décembre de cette année aura lieu le Sommet de Copenhague sur les changements climatiques. Au second semestre 2010 débutera la présidence belge de l'Union européenne.

Nous espérons que nos représentants politiques saisiront l'occasion pour impulser un modèle de développement et des actions concrètes permettant une sécurité et une souveraineté alimentaires, en Europe mais aussi au Pérou et aux Philippines... entre autres.

Axelle Fischer,
Justice et Paix,
Septembre 2009

Une définition de l'agriculture paysanne et familiale

L'agriculture paysanne et familiale accorde la priorité à la dimension humaine des exploitations et à la garantie d'une vie décente pour tous les producteurs. Elle combine la production des différents végétaux destinés à la consommation et l'élevage dans une optique de développement local, régional ou national. Elle favorise une approche durable en intégrant une bonne gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Elle vise enfin à la production d'aliments sains et de qualité, destinés en premier lieu à la consommation locale.

L'agriculture paysanne et familiale est pratiquée sur de petites et moyennes exploitations, réparties sur les terres cultivables de façon à ne pas épuiser les sols et à permettre à un plus grand nombre d'accéder à la profession et d'en vivre. L'accent est mis sur la solidarité et non sur la compétition économique.

La solidarité entre tous les producteurs, entre ceux du Nord et ceux du Sud, entre ceux d'un même pays, d'une même région, d'un même village, place d'emblée l'agriculture paysanne et familiale dans les mouvements de l'économie solidaire et sociale. Ici, c'est l'Homme qui est au centre du processus de développement. L'économie se recentre sur son objectif premier : la satisfaction des besoins de tous les citoyens.

5 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture